

Syndicat VIGI : on sait qu'il y a des armes dans les cités, et on n'a aucun ordre pour aller les récupérer

écrit par Philippe Chansay-Wilmotte | 19 octobre 2019



Le processus de colonisation musulmane cristallise les aberrations du régime, le système s'auto-détruit

Du trompe-l'œil sociétal à l'insurrection musulmane

Le libéralisme est dévoyé par le capitalisme de connivence tandis qu'à gauche d'importants courants s'y compromettent. Des entreprises commerciales affichent leurs velléités d'exercer la censure politique via la presse, notamment. Le processus de colonisation musulmane cristallise les aberrations du régime. Confusion des genres et faux-semblants, le système s'auto-détruit ; **l'islam accélère sa putréfaction. La voie s'ouvre aux libérateurs des Peuples d'Europe.**

La social-démocratie n'est ni socialiste ni libérale. Ce régime hybride consiste à monnayer la paix sociale au prix de multiples allocations, voire de l'assistanat, et à substituer les acteurs sociaux aux instances démocratiques ; lesquelles sont ainsi réduites de facto à des chambres d'entérinement de revendications catégorielles. Par conséquent, les gouvernements peuvent imposer aux Peuples des décisions supra-nationales, inspirées de lobbies mercantiles, c.-à-d. des syndicats d'intérêts anonymes, d'autant plus aisément que les représentants élus de la Nation sont neutralisés de la sorte. Fait significatif, les États membres de l'Union européenne sont tous des social-démocraties. L'objet premier de celle-ci est la libre circulation des biens et de la main d'œuvre ; bref, l'élargissement du marché, avant tout, et peu importe l'avenir du citoyen à qui la bureaucratie bruxelloise a le culot de reprocher de ne pas être en phase avec le mondialisme auquel elle se range servilement. **C'est de l'oppression ; il faut maintenant un leadership salvateur, probablement militaire.**

.

Asservissement des pouvoirs

.

Ce système est à bout de souffle. À défaut de valeurs et de politique familiale notamment, ses apparatchiks ont provoqué un déficit démographique qu'ils ont cru résoudre par l'immigration de masse. Le résultat de cette bévue gravissime est là : ces apprentis-sorciers ont installé l'ennemi dans nos murs. Le Président de la République française vient d'évoquer l'éventualité d'une guerre civile avec la composante musulmane. Ce chef, comme il aime se considérer, appelle la population à la rescousse, l'invitant à la vigilance, en lui annonçant que les institutions qu'il prétend diriger ne suffiraient pas à vaincre « l'hydre

islamiste ». Plutôt impliquer les citoyens qu'avoir à assumer la responsabilité suprême. « *Je suis votre chef* », s'était-il égosillé un jour, alors qu'il n'est, somme toute, qu'un intrigant dépassé par les événements.

.
Le fondement même de la démocratie a été détruit en ce que la séparation des pouvoirs a été vidée de sa substance. La réalité actuelle en est l'exact inverse : l'asservissement des pouvoirs. En effet, l'œuvre législative est généralement d'initiative gouvernementale par des projets relayés ensuite par le Parlement. Viennent seulement en second les propositions parlementaires, soumises d'ailleurs à l'imprimatur des bureaux politiques des partis traditionnels composant le microcosme en place. Quant aux partis hors-système, les législations française et belge, entre autres en Europe, les tiennent à l'écart des institutions au mépris de leur représentativité réelle. Et lorsqu'ils parviennent à y accéder, forcément embryonnaires au début, l'examen de leurs propositions législatives est délibérément entravé par les règlements internes du Sénat et de l'Assemblée. C'est du déni avéré de leur représentativité. **Les gouvernements sont eux-mêmes inféodés à des organisations internationales habilitées à générer des normes supra-nationales à caractère mondialiste. La démocratie est usurpée : les Peuples d'Europe sont ainsi écartés des décisions majeures, et même de leurs territoires dont les frontières sont déniées au profit d'une immigration invasive à qui ces milieux félons ouvrent systématiquement les portes.**

.
Alors, que dire du prétendu quatrième pouvoir ? Ne jetons pas l'opprobre sur tous, mais rares sont les journalistes d'investigation. Pour la plupart, il s'agit de facto d'agents de propagande ayant pour tâche essentielle de paraphraser les communiqués de quelques agences de Presse

mondiales, surtout pas d'analyser l'information de façon indépendante. Au besoin, ils se livrent sans vergogne à de la désinformation. Le plus souvent, ce sont des employés. Or, le lien de subordination salariale ne favorise pas l'indépendance. C'est le moins que l'on puisse dire. Qui plus est, leurs employeurs s'alimentent de subsides publics provenant du pouvoir en place ; **le contribuable est ainsi contraint de financer sa propre désinformation**. En outre, la concentration des titres, en quelques mains seulement, rend illusoire les différences rédactionnelles initiales : tel quotidien catholique et tel journal de gauche laïcarde se retrouvent dans le portefeuille actionnarial d'un même groupe commercial. Au demeurant, le mimétisme rédactionnel traduit cela dans les faits : contenus semblables, uniformisation des sujets traités, doxa commune notamment en matière d'immigration. La source principale, soulignons-le, se réduit à quelques agences de presse mondiales ; une main suffit à les compter.

Microcosme en échec

Exigence du marché, l'immigration est organisée de sorte qu'elle puisse s'accroître largement tout en donnant le change aux citoyens trop crédules pour comprendre que ce qui leur est vendu pour de l'humanité ou de la solidarité se traduit, en réalité, par le financement de la stratégie d'entreprises d'envergure mondiale et de leurs satellites nationaux. En trompe-l'œil, l'on nous dépeint une société interculturelle idyllique. Et l'on nous prétend que des populations incultes provenant des pays les moins productifs constitueraient un enrichissement pour les Occidentaux en dépit de la prétention de ces dernières de les islamiser.

Le droit d'asile est largement galvaudé. Le grand patronat est demandeur d'immigration. Par ce procédé, pas besoin

d'assumer financièrement ses manœuvres de pression à la baisse des rémunérations : c'est l'impôt qui est grevé des coûts de l'opération. Paradoxalement, l'oligarchie est soutenue en cela par des milieux de gauche déterminés à accaparer ce nouvel électorat, mais aussi par des partis étiquetés à droite, dite républicaine ou démocratique, ratissant tous azimuts. Rappelons qu'outre des dispositions juridiques internationales, c'est aux Présidents Giscard d'Estaing et Chirac que les Français doivent le regroupement familial ; lequel a ouvert le territoire à une immigration de peuplement par des cohortes d'indigents dépourvus de qualifications, voire foncièrement hostiles. La bonne nouvelle, c'est que cette mouvance issue de la confusion gauche/droite est, partout en Europe, désagrégée ou en passe de l'être.

.

Ce microcosme est en échec ; ses manœuvres ont provoqué une situation dont le contrôle lui a d'ores et déjà échappé. Par diverses techniques, les populations allochtones augmentent sans cesse. Les familles nombreuses, via les aides sociales, offrent l'occasion d'obtenir des revenus nettement plus élevés que dans les pays d'origine ; l'Eldorado pour des oisifs refusant de s'assimiler. Les ordres de quitter le territoire sont rarement appliqués tandis que les réfractaires voient finalement leurs situations régularisées sous prétexte d'intégration entre-temps. En réalité, l'infraction est récompensée par le système ; un non-sens absolu. De surcroît, l'islam se propage en toile de fond de ce détournement systématique de législations encouragé par le grand patronat et les spéculateurs financiers. Il ne s'agit plus des valeurs de notre civilisation, mais de procédés mercantiles mis en œuvre au mépris du citoyen : le royaume des maquignons, l'avatar monstrueux de la social-démocratie.

.

Déléguer aux forces de sécurité

Ce fiasco nécessite une reprise en main du fonctionnement des institutions, et ce constat vaut, peu ou prou, pour tous les États européens. **À l'évidence, la solution ne proviendra pas des partis traditionnels : au fil du temps, ils ont tous participé à la déliquescence de l'autorité publique. En d'autres termes, ces milieux sont parties intégrantes du problème.** Un putsch, les écartant, ne constitue pas une option réaliste dans le contexte actuel. Mais l'on pourrait envisager que, soucieux d'éviter leur propre dégageement par les Peuples d'Europe, des politiques émergent et se taillent une crédibilité nouvelle en déléguant largement le redressement salutaire aux Forces de Sécurité. D'une façon ou d'une autre, il n'y a aucun motif de laisser l'initiative aux mouvances insurrectionnelles. Et il y a des mesures juridiques concevables en cette perspective. Le droit est un instrument utile pourvu qu'il soit adapté au réel actuel.

Sans cela, ce sera la révolte populaire ; il est moins une. La social-démocratie a dérivé au détriment des Peuples d'Europe. Les acteurs sociaux y passent pour des interlocuteurs représentatifs. Quant aux élus, ils s'estiment détenteurs de la souveraineté, y compris à l'encontre des électeurs. Et les citoyens, la plupart du temps, se voient dénier le droit de s'exprimer directement. Ce régime est actuellement néfaste aux Peuples d'Europe.

Référendum et consultation populaire sont interdits ou illusoirement autorisés par des mécanismes pratiquement impossibles à appliquer. Et finalement, chacun est sommé de se soumettre au politiquement correct ; lequel incline à se fondre dans la masse. L'anti-thèse du libéralisme, car l'individu est en réalité privé de liberté. L'inflation législative est d'ailleurs le produit, pour une large part, de revendications initiées par des acteurs sociaux ; à chaque fois, le carcan se resserre.

L'inflation législative étouffe le dynamisme individuel. Les forces vives, projetant de créer sociétés et emplois, sont vampirisées par l'alliance du bureaucrate et du banquier. De cette façon, l'autorité publique réserve la liberté d'entreprendre au grand patronat à qui les PME doivent pratiquement allégerance pour assurer leur croissance, sans parler d'une fiscalité oppressante au détriment surtout des classes moyennes. C'est le capitalisme de connivence. L'on est loin de la libre-entreprise.

Régénérer la démocratie

De cette connivence infâme, découle le retour à la féodalité, mais en version médiocre : sans chevalerie ni héroïsme. Les multinationales se sont arrogé le rôle des princes tandis que d'opportunistes politiciens se disputent les postes de barons. Malheureusement, les financiers anonymes n'ont aucun panache, seulement des dividendes, et ils n'incarnent pas la vertu. Logique de boutiquiers, les milieux mercantiles s'accommodent de n'importe quoi pourvu que le marché subsiste. Ils ne défendent rien qui nécessite de combattre. Le microcosme administre mais ne gouverne pas. Les frontières sont réputées impossibles à défendre ; à se demander comment elles ont pu s'avérer utiles à tous leurs prédécesseurs depuis le néolithique. Immigration à revendications colonisatrices et constitution de poches insurrectionnelles les tétanisent. À ce sujet, pointons une déclaration significative émanant des Forces de l'Ordre : « *on sait qu'il y a des armes dans les cités, à droite à gauche, et on n'a aucun ordre pour aller les récupérer* » ; dicit Alexandre Langlois, secrétaire général du syndicat policier VIGI.

Bureaucrates et boutiquiers n'ont pas l'étoffe des chevaliers. Un canard ne deviendra jamais un cygne. Ne se dégage d'eux aucun élan social ni la moindre image de vainqueur agissant au nom de valeurs qu'ont en partage les Peuples d'Europe ; ils se bornent à de la communication.

L'horizon de la finance est aussi terne que les porteurs de complets gris qui hantent les conseils d'administration. Ce régime est en perdition. Il est capital de régénérer la démocratie ; ce qui commence par le rétablissement de l'ordre. Or, l'Histoire enseigne que lorsque les Peuples d'Europe ont un défi à relever, ils préfèrent s'en remettre à des généraux qu'à d'obscurs affairistes. À bon entendeur, Salut !

Reproduction autorisée avec la mention suivante : © Philippe Chansay Wilmotte pour Dreuz.info.